



EESC info

European Economic and Social Committee

A bridge between Europe and organised civil society

June 2022 | FR

This page is also available in:

- [ES](#)
- [BG](#)
- [CS](#)
- [DA](#)
- [EN](#)
- [DE](#)
- [ET](#)
- [EL](#)
- [GA](#)
- [HR](#)
- [IT](#)
- [LV](#)
- [LT](#)
- [HU](#)
- [MT](#)
- [NL](#)
- [PL](#)
- [PT](#)
- [FI](#)
- [RO](#)
- [SK](#)
- [SL](#)
- [SV](#)

Available Languages:

ÉDITORIAL



Éditorial

Le principe de l'égalité entre les hommes et les femmes dans la préparation du budget de l'UE

Les budgets ne sont pas neutres. Ils peuvent par exemple refléter l'engagement à répondre aux besoins des femmes et à parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes.

C'est pourquoi la commission des affaires financières et budgétaires du CESE a décidé de procéder à une analyse approfondie de l'intégration de la dimension de genre dans l'établissement du budget. Mais de quoi est-il vraiment question? Il s'agit d'intégrer une perspective d'égalité entre les hommes et les femmes dans l'élaboration et l'exécution du budget. Pour ce faire, il est nécessaire de promouvoir la responsabilité et la transparence en ce qui concerne les répercussions que les décisions de dépense peuvent avoir sur l'égalité entre les femmes et les hommes, en précisant les groupes cibles de bénéficiaires afin d'éviter les discriminations ou les inégalités dans la mise en œuvre des différentes politiques et actions. Cette méthodologie permet de mieux comprendre comment les recettes et les dépenses réalisées dans le cadre des politiques des différents organes, institutions et gouvernements peuvent avoir des incidences différentes sur les femmes et les hommes. Elle peut également contribuer à utiliser les ressources publiques de manière à rendre les budgets et les politiques plus efficaces et efficaces.

L'établissement des budgets en tenant compte de l'égalité des sexes est ancrée dans l'engagement pris par l'Union d'intégrer la perspective de genre dans ses politiques, et le Parlement européen et le Conseil ont appelé à plusieurs reprises les États membres à adopter cette approche et à la mettre en œuvre. La Commission européenne s'engage pleinement, elle aussi, à adopter une méthodologie qui permettrait d'évaluer, pour l'ensemble du budget de l'UE, l'incidence des dépenses sur l'égalité entre les hommes et les femmes.

Une étude commandée par la commission des budgets (BUDG) du Parlement européen a recommandé que ce dernier, ainsi que la Commission européenne et le Conseil, prennent des mesures afin d'intégrer le principe d'égalité entre les hommes et les femmes dans le processus d'élaboration du budget de l'Union. Une résolution du Parlement européen témoigne de son engagement à intégrer les questions d'égalité de genre dans l'élaboration du budget, notamment dans le but d'inciter d'autres institutions européennes à faire de même à l'avenir.

Je suis convaincue que le Comité économique et social européen est tout à fait en mesure de suivre cette recommandation. Bien entendu, le Parlement européen pourrait utiliser les débats sur

le budget et la décharge budgétaire en plénière pour plaider en faveur de cet objectif. L'intégration de la dimension de genre dans l'établissement du budget et la mise en œuvre de cette approche par les institutions européennes nécessiteront inévitablement un engagement politique et des mesures législatives. Nous examinerons sérieusement si le Comité, en tant qu'institution consultative représentant les organisations de la société civile, peut se joindre à ce processus stratégique décisif.

Giulia Barbucci, vice-présidente du CESE chargée du budget

À VOS AGENDAS

Le 20 juin 2022 à Bruxelles

Conférence «One Health»

Le 6 juillet 2022 à Bratislava, en Slovaquie

L'état de droit: pourquoi s'en préoccuper?

Les 13 et 14 juillet 2022, à Bruxelles

Session plénière du CESE

Le 31 juillet 2022 à 10 heures (heure de Bruxelles)

Prix de la société civile: créer un avenir meilleur pour les jeunes et aider les victimes de la guerre en Ukraine — date limite de dépôt des candidatures



D'UKRAINE, SUR LA ROUTE DE...

Kolya vit seul avec le chat de la famille dans son appartement du centre d'Irpin, en partie détruit par les frappes aériennes russes. Sa famille a fui en France, mais il a choisi de rester, pour, dit-il, défendre leur habitation et leurs effets personnels. Il nous a montré avec fierté les photographies de ses enfants et les médailles qu'ils ont reçues pour leurs performances en danse classique et en taekwondo, ajoutant qu'il était sûr de les retrouver bientôt, «quand tout serait terminé».

Costas Constantinou est rédacteur en chef du journal Politis à Chypre. Il s'est rendu en Ukraine en mars, puis à nouveau en avril, pour couvrir la guerre, la crise des réfugiés et la lutte des Ukrainiens ordinaires pour leur survie. Nous remercions très chaleureusement **M. Constantinou** de

partager l'instant qu'il a su immortaliser. (ks)



«DROIT AU BUT»

Dans notre colonne «Droit au but», les membres du CESE partagent leurs points de vue sur des questions importantes à l'ordre du jour européen.

Alena Mastantuono est, avec deux autres membres, rapporteure de l'avis sur la sécurité de l'approvisionnement, «*REPowerEU: action européenne conjointe pour une énergie plus abordable, plus sûre et plus durable*», adopté par le CESE au cours de sa session plénière de mai. A l'attention particulière de nos lecteurs, M^{me} **Mastantuono** évoque aujourd'hui ce nouveau plan REPowerEU, qui a été présenté par la Commission européenne le 18 mai 2022. (ehp)



L'EUROPE SOUMISE À LA ROULETTE RUSSE

L'Europe se retrouve court-circuitée par la menace du Kremlin de couper le gaz russe. Outre la Pologne et la Bulgarie, la Finlande, le Danemark et les Pays-Bas ont rejoint la liste des pays qui se sont mis à dos le gouvernement russe et ont vu leur

approvisionnement en gaz interrompu.

Le 18 mai dernier, la Commission européenne a dévoilé son plan REPowerEU, d'un montant de 300 milliards d'euros, visant à s'émanciper des importations d'énergie russe d'ici à 2027. Les gouvernements européens sont à la recherche de solutions pour remplacer rapidement l'approvisionnement énergétique russe. Ils accélèrent le déploiement des énergies renouvelables et piochent dans leurs caisses pour construire les infrastructures nécessaires à l'importation de gaz naturel liquéfié et remplir les installations de stockage du

gaz. Ils recherchent également dans quels domaines il serait possible d'économiser de l'énergie et de remplacer le gaz. Pendant ce temps, l'horloge tourne et personne ne sait qui sera la prochaine cible dans le jeu de la roulette russe. Sans l'ombre d'un doute, la situation est extrêmement grave et appelle une réponse sans précédent.

Il paraît difficile de pouvoir engager des investissements supplémentaires dans les infrastructures et le déploiement des énergies renouvelables, alors même que les économies se remettent de la crise de la COVID-19. Chaque euro dépensé doit provenir d'une économie qui subit actuellement une forte inflation, et les coûts d'emprunt, non négligeables, contribuent au risque d'endettement. Dans le même temps, les règles du marché ont pour effet que, si la demande augmente, les prix montent aussi. En outre, les coûts supplémentaires de sûreté et de sécurité résultant de la guerre menacent de faire flamber encore davantage les prix de l'énergie. Nous sommes par ailleurs confrontés à un autre défi, à savoir la perturbation des chaînes d'approvisionnement, qui entrave le déploiement des énergies renouvelables.

Pour accélérer le déploiement des technologies propres, le plan REPowerEU se concentre à juste titre sur l'accélération des procédures d'autorisation, puisque les nouveaux projets d'énergie éolienne et solaire sont désormais considérés comme relevant de l'«intérêt public supérieur». Conformément à l'avis du CESE sur la communication REPowerEU, le plan prévoit également l'introduction de «zones propices au déploiement des énergies renouvelables» au niveau national, dans des territoires présentant de faibles risques pour l'environnement. Dans le même temps, il suggère de porter l'objectif de l'UE en matière d'énergies renouvelables à 45 % d'ici à 2030, contre le chiffre de 40 % proposé l'année passée, et de faire passer l'objectif d'efficacité énergétique proposé en juillet 2021 de 9 % à 13 %. Le plan propose aussi de rendre les panneaux solaires obligatoires sur les bâtiments publics et les bâtiments résidentiels nouvellement construits, à une échéance respectivement fixée à 2025 et 2029. Compte tenu de la situation actuelle du marché, il est clair que sur le plan technique, il n'est tout simplement pas possible d'atteindre ces objectifs. S'il est tout à notre honneur d'avoir de l'ambition, nous devons néanmoins réfléchir au caractère réaliste et fiable des objectifs que nous poursuivons.

Dans son plan, la Commission souligne en outre que l'abandon de l'énergie russe entraînera une hausse et une volatilité accrue des prix de l'énergie en Europe. La situation nécessite des mesures temporaires ciblées dans les États membres, qui perturberont le moins possible le marché de l'UE, ou des mesures au niveau européen qui ne compromettent ni les efforts de décarbonation, ni l'approvisionnement énergétique. Somme toute, les interventions sur le marché risquent d'aller à l'encontre des objectifs à plus long terme, en ce qu'elles créeront des incertitudes en matière d'investissement et décourageront la décarbonation dans le secteur de l'énergie.

Le marché européen de l'électricité a prouvé son bon fonctionnement en évitant des restrictions, voire des pannes d'électricité dans certains quartiers. La solidarité entre les États membres sera capitale sur le marché européen de l'électricité, dans la perspective non seulement de l'hiver prochain, mais aussi du prochain tour de «roulette russe».

Alena Mastantuono, membre du CESE

«UNE QUESTION À ...»



«Une question à ...»

Dans cette section, nous invitons les membres du CESE à répondre à une question en lien avec un sujet qu'ils considèrent comme figurant au premier rang des priorités européennes.

Lors de sa session plénière de mai, le Comité a adopté la résolution intitulée «Comment améliorer la participation de la société civile organisée aux plans nationaux pour la reprise et la résilience?» **Luca Jahier** est l'un des trois rapporteurs de cette résolution, avec Gonçalo Lobo Xavier et Javier Doz Orrit.

Nous avons invité **M. Jahier**, ancien président du Comité économique et social européen (2018-2020) et actuel vice-président du groupe «Semestre européen», à répondre à une question en lien avec ce sujet. (ehp)



Luca Jahier: la mise en œuvre des plans nationaux pour la reprise et la résilience est en bonne voie

CESE info: Quel est votre avis sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des plans nationaux pour la reprise et la résilience dans les États membres?

Luca Jahier: Il y a un an, nous en étions au tout début du processus de mise en œuvre de la facilité pour la reprise et la résilience; seuls quelques pays avaient progressé dans l'élaboration de leurs plans nationaux.

Il était avant tout essentiel de mettre à l'épreuve et de souligner l'importance de la mise en œuvre de l'article 18 du règlement européen concernant l'obligation pour les États membres d'associer les organisations de la société civile, ainsi que les partenaires sociaux, les collectivités locales, les universités et d'autres parties prenantes à la préparation, à la mise en œuvre et au suivi des plans.

Cette année, 26 pays ont finalisé leurs plans (les Pays-Bas y mettent actuellement la dernière main) et, à l'exception de seulement deux pays concernés par le mécanisme de conditionnalité liée à l'état de droit, tous les autres ont vu leurs plans approuvés et en sont, pour nombre d'entre eux, déjà à la phase de la mise en œuvre. Certains plans ont déjà été entièrement achevés, ont fait l'objet d'une évaluation positive de l'UE pour les six premiers mois de mise en œuvre et engrangent des progrès rapides dans le cadre de la seconde période de six mois. En tant que telle, l'application pratique de l'article 18 du règlement établissant la

facilité pour la reprise et la résilience comporte de nombreux autres éléments et le contenu final des plans nationaux pour la reprise et la résilience a été, d'une manière générale, évalué favorablement par la société civile organisée.

Si l'on observe de nombreuses différences qualitatives entre les États membres dans la participation, parfois minimale, des organisations de la société civile, plusieurs très bonnes pratiques ont aussi été recensées. Par exemple, en Autriche, en France, au Luxembourg, en Espagne et en Suède, il existe une coopération étroite et constructive avec les gouvernements, renforcée par la transparence et le dialogue permanent. En outre, en Tchéquie, en Estonie, en Finlande, en Italie et en Espagne, un site web ou un portail gouvernemental consacré à la facilité pour la reprise et la résilience a été mis en place afin de fournir des informations transparentes au public. En Italie, une table ronde permanente pour le partenariat a été créée en novembre 2021 au niveau gouvernemental, coordonnée par le président du Comité économique et social national. En Croatie, la société civile organisée participe à la préparation des appels d'offres en vue de la mise en œuvre du plan national pour la reprise et la résilience. Enfin, au Portugal, un Comité national de suivi (CNA) a vu le jour, qui comprend, entre autres, des représentants des partenaires sociaux, des universités et du secteur social.

Deux conclusions peuvent donc être tirées. Tout d'abord, il convient d'accentuer davantage la dimension de participation de la société civile et d'inviter les États membres à s'inspirer des enseignements positifs et à suivre ces bonnes pratiques. Ensuite, nous pouvons confirmer qu'une participation de qualité, efficace et stable des organisations de la société civile à la gouvernance économique dans les États membres devrait être fondée tant sur des règles juridiques que sur des procédures publiques et transparentes, garanties par une directive ou un règlement de l'UE.

DEVINEZ QUI EST NOTRE INVITÉ



L'invité surprise

Chaque mois, nous présentons dans cette rubrique une personnalité publique dont le travail et l'engagement sont une source d'inspiration. Par leur courage, leur force de caractère et leur détermination à agir, ces personnes offrent un formidable exemple à suivre, et leur bravoure force le respect. Ce mois-ci, nous accueillons **Kostas Onisenko**.

Kostas Onisenko travaille depuis ces vingt dernières années en tant que journaliste pour les médias, la télévision et les journaux grecs. Depuis 2014, il réalise des reportages sur la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Il vit depuis cinq ans à Kiev, d'où il transmet des comptes rendus à divers médias grecs. Dans le même temps, M. Onisenko informe régulièrement le public grec de l'évolution de la situation en Ukraine par



Couverture médiatique de la guerre en Ukraine: «objectivité» ou «éthique»?

À la suite de la guerre du Viêt Nam, la tendance qui a prévalu au sein de la communauté journalistique internationale a été de couvrir les conflits de manière distanciée, c'est-à-dire sans manifester de soutien pour l'un ou l'autre camp. Contrairement à l'usage antérieur, où le journaliste était intégré dans l'armée d'un pays, cette nouvelle pratique a été considérée comme un progrès considérable vers l'objectivité. Bien évidemment, c'est le développement économique des médias qui a rendu cette évolution possible, mais aussi le fait que la plupart des conflits se déroulaient «loin» du siège des grands groupes d'information. Il s'agissait de guerres «étrangères», de sorte qu'il était relativement facile pour les journalistes de se mettre à distance sur le plan émotionnel. La guerre en Ukraine est venue troubler cette conception et pourrait bien, dans un avenir proche,

apporter d'importants changements au fonctionnement global des médias ainsi qu'à leur relation avec la société et l'État.

Sur le plan de la communication, la guerre en Ukraine, qui a commencé avec l'invasion de la Crimée en 2014, a été dès le premier instant baignée de mensonges. Des médias internationaux, de grande comme de faible envergure, ont diffusé des reportages sur «les néonazis qui répriment les russophones» dans l'est de l'Ukraine, en donnant ainsi aux dirigeants du Kremlin une excuse pour poursuivre leurs atrocités. La publication de ces reportages n'est pas tant le fruit du mauvais travail des médias occidentaux que le signe que le système médiatique «de l'Ouest» n'était pas préparé à faire face à une telle vague de désinformation, organisée et financée par Moscou. Elle est imputable au fait que Moscou a utilisé les libertés du monde occidental, précisément pour attaquer ces mêmes libertés.

Quand cette situation est devenue manifeste, principalement au fil des trois derniers mois, une grande partie des journalistes étrangers ont ouvertement pris fait et cause pour l'Ukraine. Non seulement parce qu'il s'agit d'un pays faisant l'objet d'une attaque non provoquée, mais aussi parce qu'ils ont compris que tous les principes et valeurs sur lesquels reposent — entre autres — la liberté d'expression et le fonctionnement des médias étaient aussi attaqués.

À première vue, l'on pourrait considérer que ce choix marque une «régression» de la part de la communauté des journalistes sur le plan de l'objectivité, si tant est que l'on puisse toutefois présenter un violeur et sa victime «objectivement» et «avec impartialité». Au cours de cette guerre, il est apparu plus clairement que jamais qu'adopter une «distance égale» entre la victime et l'agresseur joue toujours en faveur de ce dernier.

Le dilemme qui s'est établi concernait également le choix entre objectivité et éthique. Aussi étrange que cela puisse paraître, pour certains grands groupes de médias, ce dilemme existe réellement. Il porte aussi sur la question de savoir si «l'Europe», du moins au sens où les Ukrainiens interprètent ce mot, est disposée à défendre ses libertés, même si cela requiert un contrôle plus strict des violations éventuelles de celles-ci.

La société ukrainienne, et en particulier les journalistes du pays, ont compris depuis huit ans que, pour la Fédération de Russie et, à l'avenir, pour toute puissance qui entendra conspirer contre les principes et les valeurs de l'Europe, notre propre liberté d'expression et les médias en tant qu'institution sont un instrument

de guerre. De guerre contre nous.

En plus de subir une invasion militaire, les Ukrainiens ont, ces huit dernières années, également été présentés comme responsables ou coresponsables de cette situation. On les a fait passer pour des agresseurs alors qu'ils étaient les victimes. Ce fait a eu des conséquences, entre autres, sur le déroulement même de la guerre, sous la forme d'une réduction des sanctions à l'encontre de la Russie, de retards dans la livraison d'équipements militaires à l'Ukraine, et ainsi de suite. Si la situation semble aujourd'hui se renverser, cela est dû non seulement au fait que nombre des mensonges éhontés de la Russie ont été révélés grâce au travail journalistique, mais aussi au fait que certains journalistes redécouvrent leur rôle dans la société. Non pas un rôle de canal d'information dépourvu de colonne vertébrale, mais celui de système nerveux de la société, qui aide notamment à répondre à une question clé: où est le bien et où est le mal?

Kostas Onishenko

Kostas Onishenko est un journaliste grec qui vit et travaille en Ukraine, en tant que correspondant pour les médias grecs.

NOUVELLES DU CESE



[S'exprimant devant les membres du CESE, Charles Michel a plaidé en faveur d'une communauté géopolitique européenne incluant l'Ukraine](#)

Ouvrant la session plénière de mai, la présidente du CESE a souligné que «nous devons faire face, unis, aux conséquences de la guerre en Ukraine et aux défis géopolitiques à venir. Après avoir été une figure de proue de la gestion des crises, l'Europe doit devenir un chef de file mondial dans la construction de l'avenir».

«Le Kremlin s'est trompé lourdement: sur ses propres capacités militaires, sur la force de résistance ukrainienne, sur la détermination et l'unité européennes», a expliqué le président du Conseil européen, **Charles Michel**, qui a proposé une nouvelle approche des négociations d'élargissement.

Compte tenu de la lenteur des négociations avec les pays des Balkans occidentaux et des nouvelles demandes d'adhésion de l'Ukraine, de la Géorgie et de la Moldavie, l'Union européenne devrait envisager

une approche fondée sur une «intégration proportionnée et gérée».

Selon M. Michel, «une solution consisterait en une intégration progressive et graduelle, déjà pendant le processus d'adhésion».

Le président du Conseil européen a parlé de la création d'une communauté géopolitique européenne, l'UE étant appelée à assumer un leadership politique plus important. La politique étrangère constituerait un domaine de coopération majeur au sein de cette communauté. «L'objectif est de forger la convergence et d'approfondir la coopération opérationnelle pour relever les défis communs, de manière à promouvoir la paix, la stabilité et la sécurité sur notre continent», a fait savoir le président du Conseil européen.

Cependant, il a précisé que «cette initiative ne vise en aucun cas à remplacer l'élargissement ou à trouver une nouvelle excuse pour procrastiner. Ce n'est pas non plus une garantie, pour ceux qui y participent, d'être un jour membre de l'Union européenne». (at)



Un système migratoire global et cohérent peut armer l'Europe contre les menaces des dictateurs et les crises des réfugiés

En réponse à l'instrumentalisation étatique des migrants aux frontières extérieures de l'Union européenne, le CESE a organisé une conférence sur le sujet, mettant en évidence la dynamique à l'œuvre en faveur de l'eupéanisation de la politique migratoire. Jusqu'à présent, les dirigeants autoritaires ont instrumentalisé les souffrances humanitaires pour faire pression sur l'Europe, car ils sont conscients des lacunes en matière de politique migratoire sur le continent.

La conférence intitulée «*Vers une eupéanisation de la politique migratoire? Enseignements à tirer de l'instrumentalisation des migrants et de la guerre en Ukraine*» s'est tenue parallèlement à la réunion de la section «Relations extérieures».

Il convient de noter que l'instrumentalisation des migrants par le régime biélorusse n'était pas la première du genre: des abus semblables ont été perpétrés par la Turquie, la Libye et le Maroc.

En ce qui concerne l'instrumentalisation des migrants utilisée comme arme par les dirigeants autoritaires, **Margaritis Schinas**, vice-président de la Commission européenne chargé de la promotion de notre mode de vie européen, a indiqué: «La principale leçon à tirer de nos politiques est que nous resterons une cible tant que nous ne parviendrons pas à mettre sur pied un système migratoire commun et approuvé par tous.»

Christa Schweng, la présidente du CESE, a souligné: «Cette crise des réfugiés a clairement démontré que les migrations ont des répercussions sur tous les États membres. L'Union doit s'appuyer sur cette dynamique pour faire progresser le nouveau pacte sur la migration et l'asile afin de provoquer le changement systémique nécessaire pour élaborer une politique européenne en matière d'asile et de

migration qui soit rationnelle et fondée sur les droits.»

«Les enjeux sont à présent de nature géopolitique. Tout comme la pandémie nous a amenés à unir nos forces, cette guerre produit le même effet sur l'opinion publique européenne, et il s'agit d'une avancée essentielle», a souligné **Margaritis Schinas**, vice-président chargé de la promotion de notre mode de vie européen. (at)



La répression du dialogue avec la société civile ne saurait avoir droit de cité dans l'Union européenne

Le Comité économique et social européen a exhorté les institutions de l'UE à faire preuve d'une tolérance zéro à l'égard de l'attitude et des pratiques des États membres qui entravent le travail de la société civile et réduisent l'espace civique en

Europe.

Pour contrer cette tendance, garantir la pleine participation de la société civile à toutes les étapes de l'élaboration des politiques et préserver la démocratie participative en Europe, le CESE invite l'UE à prendre un certain nombre de mesures, comme le non-versement des fonds européens aux États qui ne respectent pas les valeurs de l'Union.

Dans un avis intitulé «[Le rôle des organisations de la société civile en tant que gardiennes du bien commun dans le cadre de la relance à l'issue de la pandémie](#)», le CESE a déclaré que la société civile européenne demeurerait confrontée à de nombreux obstacles majeurs et que son espace était considérablement réduit dans certaines contrées de l'UE, alors même qu'elle a joué un rôle essentiel pour atténuer les effets de la pandémie et qu'elle a apporté une aide exemplaire aux réfugiés ukrainiens dès le premier jour de l'agression russe.

«La société civile a joué un rôle moteur pour aider notre société à traverser la pandémie de COVID-19. Et aujourd'hui, la crise ukrainienne met clairement en évidence la valeur et l'importance qu'elle revêt pour nos démocraties», a souligné **Ioannis Vardakastanis**, rapporteur de l'avis.

Maintenant que la société civile est sur le point de jouer un rôle essentiel dans l'élimination des effets désastreux de la crise de la COVID-19, opération qui nécessitera la participation de toutes les composantes de la société, l'UE doit veiller à ce qu'un dialogue s'instaure avec les décideurs politiques, l'absence d'un tel dialogue étant l'un des principaux obstacles auxquels la société civile européenne est confrontée à tous les niveaux.

Un autre obstacle est l'absence de participation significative de la société civile aux processus décisionnels relatifs aux grandes politiques et à la législation.

Le CESE considère que les institutions de l'UE doivent faire preuve d'une «tolérance zéro» à l'égard de cette attitude et réagir «avec fermeté et sans compromis», étant donné que l'inclusion de la société civile dans le processus d'élaboration des politiques est indissociable des valeurs et des traités de l'UE. Il convient de mettre en place des règles juridiques aux niveaux européen et national afin d'éliminer ces pratiques.

Les organisations de la société civile devraient bénéficier d'un soutien financier et technique de la part des autorités européennes, locales et nationales pour développer leurs activités sans pour autant compromettre leur indépendance. (II)



Sans une participation systématique de la société civile européenne, il n'y aura pas de reprise économique

Le CESE a adopté une nouvelle résolution sur la participation de la société civile organisée à la mise en œuvre et au suivi des plans nationaux pour la reprise et la résilience. En effet, une récente consultation montre que, contrairement à ce que prévoit

le règlement qui institue ces plans, la société civile organisée n'y est pas suffisamment associée.

Le CESE réclame des règles catégoriques afin de remédier effectivement à cette situation et de remettre l'économie sur les rails. Au cours du débat sur l'adoption de cette résolution, **Christa Schweng**, présidente du CESE, a souligné que la participation de la société civile organisée aux réformes définies dans les plans nationaux pour la reprise et la résilience est indispensable pour améliorer la qualité, la transparence et la mise en œuvre des nouvelles politiques. **Gonçalo Lobo Xavier**, vice-président du groupe «Semestre européen» du CESE, a exposé certaines des principales conclusions de la consultation menée sur cette question.

«Le contenu final des plans nationaux pour la reprise et la résilience bénéficie en général d'une évaluation positive de la société civile organisée. Toutefois, la dimension sociale y demeure souvent sous-développée», a-t-il fait valoir. **Javier Doz Orrit**, président du groupe «Semestre européen», a exposé les principales recommandations. Il a également invité les États membres *«à se conformer d'urgence aux règles énoncées dans la facilité pour la reprise et la résilience»*, tout en demandant à la Commission et au Parlement européen de faire respecter les règles. **Luca Jahier**, vice-président du groupe «Semestre européen», a fait part de certaines bonnes pratiques et constaté que *«l'on ne remédiera au manque d'une participation effective de qualité de la société civile organisée à la gouvernance économique de l'Union qu'au prix d'une réforme du Semestre européen»*.

Valdis Dombrovskis, vice-président exécutif de la Commission européenne, qui a lui aussi pris part au débat, a fait valoir les conséquences de l'invasion de l'Ukraine par la Russie pour la reprise économique mondiale et européenne, ainsi que les mesures nécessaires pour les atténuer et aller de l'avant. (tk)



La guerre en Ukraine pose un défi majeur à la politique de cohésion de l'Union européenne, prévient le CESE

La politique de cohésion revêt une importance capitale si nous voulons surmonter la crise de la COVID-19, atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050 et réduire les inégalités en Europe. Dans un récent avis, le CESE tient à signaler que la guerre en Ukraine constitue le défi le plus grave que nous ayons à affronter dans un horizon prévisible.

Il s'impose d'agir rapidement pour aider les réfugiés et garantir l'intégration européenne de l'Ukraine. Dans son avis, le CESE souligne aussi qu'il est très favorable à ce que l'Ukraine entre sans tarder dans l'Union européenne, et il invite donc à adapter dûment la politique de cohésion et les instruments financiers qui s'y rapportent.

Plus spécifiquement, il préconise de constituer un fonds ad hoc de l'Union européenne pour aider le pays, une fois la guerre terminée, à se reconstruire et à se développer. Adopté lors de sa session plénière de mai, cet avis du CESE examine une communication que la Commission européenne a élaborée sur son rapport intitulé «*La cohésion en Europe à l'horizon 2050*».

Ledit rapport a été publié deux semaines avant que la Russie n'envahisse l'Ukraine et n'a donc pas pris en compte les tenants et les aboutissants de cette attaque. «Pour le court et moyen terme, a fait valoir **Krzysztof Balon**, le rapporteur de l'avis, le principal défi qui se pose à la politique de cohésion réside dans l'invasion russe, laquelle, dans les faits, constitue également un acte d'agression à l'encontre de l'Union européenne.» Son corapporteur, **Gonçalo Lobo Xavier** a ajouté pour sa part que «la politique de cohésion est et reste un instrument essentiel pour assurer la reprise de l'économie européenne et sa résilience, et il convient qu'elle mette tout particulièrement l'accent sur les PME.» (tk)



Le CESE plaide en faveur d'un espace Schengen ouvert et sûr

La guerre en Ukraine, qui a provoqué un afflux sans précédent de réfugiés fuyant vers l'UE, met en évidence la nécessité urgente de disposer d'une réglementation européenne commune efficace, humaine et humanitaire en matière de migration et d'asile dans un espace Schengen ouvert mais non moins sûr, comme l'indique un avis du Comité économique

et social européen (CESE) adopté lors de sa session plénière de mai.

«L'agression militaire russe contre l'Ukraine change la donne. Historiquement, il s'agit de la plus lourde menace qui ait jamais pesé sur le fonctionnement de l'espace Schengen et la sécurité de l'Union européenne. Les terribles événements en Ukraine réaffirment l'importance de la sécurité aux frontières extérieures de l'espace Schengen et de la stabilité comme condition préalable à la sécurité intérieure de l'Europe», a déclaré **Krzysztof Balon**, rapporteur de l'[avis sur le «Paquet "Union de la sécurité"/Paquet "Schengen"»](#).

Il a ajouté que le CESE se rangeait à la position de la Commission selon laquelle toute fermeture des frontières entre les pays de l'espace Schengen ne devrait être que temporaire.

Dans son avis, qui évalue le récent paquet de la Commission visant à mettre à jour les règles régissant l'espace Schengen, le CESE indique que les préoccupations des États membres en matière de sécurité seraient mieux prises en compte en renforçant et en intensifiant la coopération et la coordination entre les services répressifs qu'en réintroduisant les contrôles aux frontières intérieures.

L'avis met résolument l'accent sur la nécessité de veiller à ce que l'Union européenne et ses États membres, lorsqu'ils gèrent leurs frontières, les migrations et l'asile, respectent à tout moment la charte des droits fondamentaux, en particulier la liberté de circulation et de séjour, le droit d'asile et le principe de non-refoulement. Il en va de même pour tous les cas de coopération policière et judiciaire entre les États membres.

Le CESE invite les États membres à soutenir de manière proactive le mécanisme de solidarité et à partager les responsabilités en matière de gestion des migrations, conformément aux dispositions du nouveau pacte sur la migration et l'asile.

Des mécanismes de solidarité pourraient être mis au point entre les États membres sur la base de la directive relative à la protection temporaire, qui vient d'être activée dans le contexte de l'agression russe contre l'Ukraine et dont le CESE se félicite vivement. La Commission devrait envisager d'élargir le recours à cette directive à l'égard de ressortissants de pays tiers lors de futures situations de crise graves et urgentes.

Le CESE a également réitéré sa préoccupation quant à l'exclusion persistante de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Croatie et de Chypre de l'espace Schengen et, à l'instar de la Commission, a appelé le Conseil à prendre les mesures pour y remédier aussi rapidement que résolument. (II)



Le CESE se félicite du plan d'action pour l'économie sociale, attendu de longue date

Des mesures plus fortes dans quatre domaines spécifiques le rendraient néanmoins plus efficace, selon le CESE, qui, par ailleurs, est heureux de constater que bon nombre de ses propositions ont été prises en considération.

Dans un [avis](#) adopté lors de sa session plénière de mai, le CESE a favorablement accueilli le [plan d'action pour l'économie sociale](#) de la Commission européenne, qui reprend bon nombre des propositions émises pas le Comité depuis plus d'une décennie.

«Nous nous réjouissons de l'arrivée de ce plan attendu de longue date, mais le travail ne fait que commencer», déclare **Giuseppe Guerini**, rapporteur de l'avis. «Il faut désormais le mettre en œuvre au moyen de mesures audacieuses et s'inscrivant dans le long terme. Le CESE formule de nombreuses propositions innovantes et concrètes pour faire en sorte que le potentiel de l'économie sociale soit pleinement exploité dans le plus grand nombre possible d'États membres de l'UE.»

Le CESE distingue quatre domaines clés du plan pour lesquels il estime qu'il serait possible d'adopter des mesures plus fortes:

- trouver des formes de coopération plus souples entre l'administration publique et les entreprises de l'économie sociale qui collaborent au niveau local pour la fourniture de services d'intérêt général; la directive sur les marchés publics devrait ainsi établir une distinction nette entre la poursuite de l'intérêt général et les activités à caractère concurrentiel;
- prendre des mesures réglementaires, éventuellement sous la forme de lignes directrices, pour clarifier les conditions d'accès aux aides d'État et le niveau de soutien dont disposent les États membres, de sorte qu'ils puissent faire usage de toute la latitude disponible pour aider les entreprises de l'économie sociale; en la matière, il ne suffira pas d'organiser des ateliers et des webinaires, comme le suggère la Commission;
- établir un système de crédits et de prêts garantis, similaire au dispositif existant pour les PME dans l'ensemble de l'Union, et qui serait mis sur pied par les États membres avec le soutien de l'UE; il est tout à fait louable de lancer de nouveaux produits financiers en vue de mobiliser des financements privés en faveur des entreprises de l'économie sociale, mais nombre d'entre elles ont déjà besoin de soutien pour accéder au crédit classique;
- il est bon de prévoir des dispositions fiscales spécifiques pour l'économie sociale, mais il faut accompagner les États membres sur la voie d'une harmonisation coordonnée de la fiscalité, éventuellement inspirée par les bonnes pratiques de certains d'entre eux, telles que les exonérations d'impôt sur les bénéfices non distribués, la réduction des taux de TVA, et les réductions ou les exonérations des coûts de l'assurance sociale. (dm)



L'Europe doit lutter fermement contre la propagation des discours et des crimes de haine

Dans un avis adopté lors de sa session plénière de mai, le Comité économique et social européen (CESE) soutient l'initiative de la Commission européenne visant à étendre la liste des infractions pénales de l'UE à toutes les formes de crimes et de discours

haineux, et encourage le Conseil à adopter cette proposition.

Les organisations de la société civile ont été bien placées pour constater une augmentation des discours et des crimes de haine, que ce soit en tant que cibles de ces comportements ou en aidant les communautés touchées. Le Comité reconnaît dès lors qu'il est nécessaire de préserver la dignité humaine, les droits fondamentaux et l'égalité. «La démocratie, et l'UE elle-même, ne peuvent pas exister si les gens vivent dans la peur et la honte», déclare Cristian Pîrvulescu, rapporteur.

Grâce à l'essor des médias sociaux et à la liberté de circulation, la sphère publique de l'UE est devenue plus intégrée. C'est pourquoi une base commune est désormais indispensable pour lutter efficacement contre la haine. La sensibilisation et l'éducation sont en outre nécessaires pour déterminer l'impact de ces actions et les prévenir. Le Comité recommande d'accorder une attention particulière aux personnes qui jouent un rôle important dans la lutte contre la haine, comme les enseignants, les journalistes et le personnel des services répressifs. Il invite par ailleurs les dirigeants politiques à agir de manière responsable.

Le CESE souligne le rôle essentiel que jouent les partenaires sociaux sur le terrain en matière de prévention et de lutte contre les crimes haineux. «Les organisations de la société civile sont les gardiens qui protègent notre société contre la haine», déclare la corapporteuse Milena Angelova. L'UE doit promouvoir leurs codes de conduite et leurs bonnes pratiques, et fournir davantage de financements pour tirer le meilleur parti de leur expérience. (gb)



Travail décent: on ne devrait jamais faire d'affaires au détriment de la dignité et de la liberté des personnes

La forte augmentation du travail des enfants et du travail forcé ainsi que la poursuite de l'exploitation des travailleurs dans le monde entier rendent l'action de l'UE en matière de travail décent encore plus urgente.

L'audition sur «Le travail décent dans le monde», qui s'est tenue le 4 mai dernier, a réuni des membres du CESE, des représentants des institutions européennes et de l'Organisation internationale du travail (OIT), ainsi que des universitaires et des organisations de la société civile.

Elle visait à recueillir des contributions pour le prochain avis du CESE sur le sujet, en mettant l'accent sur la communication de la Commission relative au travail décent dans le monde, adoptée en février dernier, et sur sa proposition de directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité.

Par ces initiatives, la Commission s'efforce de faire de l'Union un défenseur du travail décent, tant sur son territoire qu'à l'échelle mondiale, et de permettre à des millions de personnes de travailler et de vivre dans la dignité.

«Notre rêve est celui d'un avenir où le travail sera décent. Mais le travail décent est loin d'être une réalité pour des centaines de millions de personnes dans le monde, ce qui rend difficile la réalisation des objectifs de développement durable», a déclaré **María del Carmen Barrera Chamorro**, rapporteure de l'avis du CESE.

La pandémie de COVID-19 a encore aggravé la situation dans le monde du travail, de nombreux pays faisant état d'un pic des conditions de travail précaires. Cette situation touche de manière disproportionnée les femmes et les groupes vulnérables, tels que les enfants et les travailleurs de l'économie informelle. Le nombre d'enfants engagés dans le travail a commencé à grimper avant même la pandémie, puisqu'il a augmenté de plus de 8 millions entre 2016 et 2020, après avoir chuté les années précédentes.

On compte aujourd'hui 160 millions d'enfants travailleurs, soit un enfant sur dix dans le monde. Par ailleurs, 25 millions de personnes sont en situation de travail forcé. En l'absence d'une couverture sociale suffisante, 46 millions d'enfants supplémentaires pourraient être victimes du travail des enfants dans un avenir proche.

L'objectif de l'UE est d'encourager un comportement durable et responsable des entreprises sur les marchés nationaux, dans les pays tiers et tout au long des chaînes de valeur mondiales. Les principaux outils seront les politiques de l'UE en matière de responsabilité et de transparence des entreprises. Il est également prévu de mettre en place un instrument juridique visant à interdire les produits issus du travail forcé. Toutes les politiques favoriseront l'égalité entre les hommes et les femmes et la non-discrimination.

«Nous nous félicitons de l'initiative de la Commission, mais nous devons disposer d'un programme plus ambitieux et d'une politique intégrée fondée sur les droits de l'homme universels. Le travail décent est dans l'intérêt des citoyens, mais aussi des entreprises, des consommateurs et de la planète», a conclu **M^{me} Barrera Chamorro**. (II)



L'Union européenne doit lever les obstacles à l'emploi pour les jeunes handicapés

Le 8 avril dernier, une audition organisée par le CESE qui réunissait les principaux acteurs de la politique en matière de handicap, y compris les partenaires sociaux et les organisations de la société civile, a donné l'occasion de souligner la nécessité d'augmenter le taux d'emploi des personnes handicapées, en particulier des jeunes. Malgré des initiatives législatives, les chiffres montrent qu'un grand nombre d'entre elles sont toujours confrontées à des discriminations dans le monde du travail, du fait de stéréotypes qui les dépeignent comme improductives.

Il ressort essentiellement de l'audition que la nouvelle stratégie de l'Union en faveur des droits des personnes handicapées reconnaît les difficultés auxquelles les jeunes personnes handicapées sont confrontées dans les domaines de l'emploi et de l'éducation. Toutefois, les partenaires sociaux s'interrogent encore quant au degré d'ambition des actions qui seront envisagées.

Les jeunes personnes handicapées se heurtent à des obstacles lorsqu'elles tentent de s'insérer sur le marché de l'emploi, et ce, tant dans le secteur privé que dans le secteur public. En effet, le taux de chômage des personnes handicapées est beaucoup plus élevé que celui de la population générale, surtout chez les femmes et les jeunes. Selon les dernières données disponibles, au sein de l'Union, les chances pour les personnes handicapées de trouver un emploi sont inférieures de 24,4 %, et il semble que la pandémie de COVID-19 n'ait fait que creuser cet écart.

Daphne Nathalie Ahrendt, directrice principale de la recherche d'Eurofound, a présenté les résultats d'une enquête Eurofound: le chiffre de 27 % de chômeurs parmi les jeunes handicapés, contre 12 % parmi les non-handicapés est suffisamment éloquent. Par ailleurs, 55 % de ces jeunes handicapés sont considérés comme vulnérables sur le plan financier, contre 38 % de leurs pairs sans handicap. Une grande majorité des personnes handicapées interrogées sont plus susceptibles de rencontrer la dépression ou la solitude.

Francesca Sbianchi, représentante du comité de la jeunesse du Forum européen des personnes handicapées, explique: *«beaucoup d'entre nous sont confrontés à un coût de la vie plus élevé et sont donc tributaires des services d'aide et des allocations d'invalidité pour vivre dans la dignité.»* Pour résorber certaines de ces inégalités, l'une des premières conditions est de permettre aux personnes handicapées de conserver leur allocation d'invalidité lorsqu'elles commencent à travailler, de manière à leur laisser le temps d'acquérir leur autonomie financière.

Néanmoins, **Stefan Tromel**, représentant de l'Organisation internationale du travail, a souligné que si les nouvelles formes d'emploi ouvrent des possibilités d'inclure davantage de personnes handicapées, les données de l'OCDE indiquent qu'il existe aussi un écart de compétences numériques entre les personnes handicapées et non handicapées. Les syndicats doivent collaborer avec les partenaires sociaux pour combler cette lacune et améliorer l'accessibilité au travail, et les comités économiques et sociaux de chaque pays pourraient offrir une bonne tribune à ces échanges.

Les personnes handicapées sont davantage victimes de discriminations lorsqu'elles sont jeunes. L'année 2022 étant l'Année européenne de la jeunesse, il est impératif de mieux comprendre la réalité à

laquelle ce groupe spécifique est confronté. (rl)



Les sources supplémentaires de financement destinées à alimenter le budget de l'UE doivent être stables, équitables et respectueuses des entreprises

Le Comité économique et social européen invite la Commission européenne à réaliser des analyses d'impact plus ciblées sur ses propositions visant à fournir au budget de l'Union des sources supplémentaires de financement, destinées à éponger la dette de NextGenerationEU.

D'une manière générale, le Comité approuve les rentrées budgétaires préconisées à titre de «ressources propres». Il relève toutefois qu'elles doivent être stables et équitables, et ne peuvent être un fardeau ni pour les ménages, ni pour les entreprises.

Dans l'avis qu'il a adopté lors de sa session plénière de mai, le CESE invite également la Commission à s'assurer que ses propositions soient capables de résister aux chocs économiques et met en garde contre le risque qu'elles soient mises en échec sous l'effet de l'augmentation des coûts de l'énergie, imputable à la guerre en Ukraine.

«Dans leur architecture, les nouvelles ressources propres ne peuvent mettre en péril les budgets des autres programmes et instruments de l'Union européenne et doivent éviter d'accroître les contributions dues pour la ressource assise sur le RNB», a expliqué le rapporteur de l'avis, **Philip von Brockdorff**. «Le CESE salue les efforts déployés par l'OCDE pour garantir que les entreprises d'envergure mondiale soient imposées dans les lieux où elles mènent leur activité économique et créent de la valeur, mais il observe qu'il faut se garder d'infliger un handicap concurrentiel aux sociétés de l'Union européenne en leur appliquant les nouvelles règles avant que ses grands partenaires commerciaux ne procèdent à cette mise en œuvre», a relevé pour sa part le corapporteur, **Antonio García del Riego**. (tk)



La politique de la concurrence doit être à la hauteur des nouvelles ambitions de l'Union européenne

Les règles qui président au contrôle des concentrations, des pratiques anticoncurrentielles et des aides d'État doivent être

remaniées pour servir les ambitions de l'Union en matière de climat et de numérique et l'aider à réaliser son autonomie stratégique, autant de domaines qui appellent des investissements massifs. Deux nouveaux avis du CESE expliquent comment il convient d'y procéder.

Le 19 mai, le CESE réuni en session plénière a débattu de deux nouveaux rapports sur la politique de la concurrence de l'Union européenne et sur les aides d'État dans le domaine des services sociaux et de santé dans un contexte mondial qui a changé.

Dans son rapport sur [«Une politique de concurrence adaptée aux nouveaux défis»](#), le CESE presse la Commission d'aller bien plus loin qu'elle ne l'a jamais fait dans la révision en cours la politique de la concurrence de l'Union européenne.

Les mesures prises pour faire face à la COVID-19 puis à l'agression russe contre l'Ukraine ont grandement aidé les entreprises, mais il convient de les améliorer. Il est également nécessaire de s'assurer que les critères d'éligibilité permettent à tous les secteurs d'en bénéficier et n'en excluent pas les entreprises les plus durement touchées.

Pour ce qui est du cadre général du droit de la concurrence, même s'il s'est adapté à un certain nombre de défis, il n'a pas suffisamment évolué pour faire pleinement siens les objectifs stratégiques de l'Union que sont les transitions écologique et numérique mais aussi la résilience. Le CESE souligne que ces ambitions appellent des investissements publics et privés considérables et qu'il convient de leur accorder tout le soutien possible.

Les règles de contrôle des concentrations et des pratiques anticoncurrentielles semblent parfois faire obstacle au maintien de la compétitivité par rapport aux États-Unis et à la Chine. Les dispositions relatives aux abus de position dominante ne sont pas forcément adaptées aux nouveaux défis écologiques et numériques.

«Nous proposons quelques ajustements techniques pour faciliter l'accès aux aides, mais également des moyens de mieux prendre en compte les évolutions dans les domaines de l'innovation et du numérique. Nous avons également présenté des propositions pour que tous les secteurs, et non pas uniquement l'industrie, puissent en bénéficier. Je pense en l'occurrence tout spécialement au secteur du commerce et aux PME», déclare la rapporteure de l'avis, **Émilie Prouzet** (France, groupe des employeurs).

Dans son autre avis, le CESE traite des **aides d'État dans le domaine des services sociaux et de santé**.

«La pandémie de la COVID-19 a montré toute la nécessité pour les systèmes de santé et de protection sociale de pouvoir s'adapter rapidement pour faire face à tout changement qui se présente», déclare le rapporteur **Giuseppe Guerini** (Italie, groupe «Diversité Europe»), *«et les mesures que nous proposons permettraient de simplifier et d'accélérer l'octroi d'aides d'État.»*

Le CESE fait valoir que ce secteur n'exerce réellement qu'une incidence très limitée sur la concurrence transfrontière. De fait, le plus souvent, la santé et les services sociaux s'organisent localement au sein des États et pour l'essentiel, l'on y recourt là où ils sont fournis. Les aides d'État à ce secteur ne devraient pas être tenues pour des distorsions de la concurrence.

Une autre proposition importante concerne le montant maximal de l'aide d'État octroyée. Le CESE déclare que pour ces services, il convient de porter le plafond à partir duquel les aides d'État sont notifiées à la Commission (qui est actuellement de 500 000 EUR sur trois exercices fiscaux) et qui déclenche une

procédure à la fois longue et complexe, à un niveau plus élevé que pour les autres services d'intérêt général (SIEG). Cette mesure se justifierait par leur mission d'intérêt public, leurs incidences limitées sur le commerce transfrontière et le retour de l'inflation. (dm)



La durabilité de l'industrie de l'emballage peut jouer un rôle primordial pour protéger la planète

Dans un [avis](#) proposé par la commission consultative des mutations industrielles (CCMI) et adopté lors de sa session plénière de mai, le Comité économique et social européen (CESE) recommande que la Commission européenne et les gouvernements nationaux se concertent avec tous les acteurs de l'industrie de l'emballage afin de prendre, sur chaque segment de la vie des produits, les initiatives voulues pour améliorer la durabilité de ce secteur d'activité.

Les fibres à base de carbone ou de métal, qui sont des ressources limitées, forment la majeure partie des énormes quantités de matériaux d'emballage actuellement utilisés pour assurer la sécurité, l'hygiène, le transport, la conservation, la présentation et l'utilisation de tous types de marchandises, que ce soit à des fins industrielles ou dans le cadre de travaux de construction, de systèmes de communication ou d'une consommation individuelle.

«Pour le futur, la législation de l'Union européenne devra s'attacher à considérer les produits sur la totalité de leur cycle de vie, afin de favoriser l'économie circulaire. Dans l'industrie de l'emballage, la production, la consommation et le traitement des déchets revêtent une importance capitale pour progresser vers un avenir durable», a expliqué le rapporteur de l'avis, **Matteo Carlo Borsani**.

L'avis reprend une liste des matières premières à privilégier, les emballages à base de fibres et d'autres matériaux naturels étant effectivement susceptibles de déconnecter croissance et consommation de ressources. Les matières naturelles sont durables, attrayantes, recyclables et biodégradables.

On note également une évolution dans la manière dont les consommateurs perçoivent et traitent les emballages. Il est capital que l'industrie et les particuliers modifient leurs habitudes quant à l'emballage.

Le CESE appelle également à mettre sur pied, dans ce secteur, un dialogue social européen auquel participent les centrales syndicales et les fédérations d'employeurs. Eu égard à l'importance que l'industrie de l'emballage revêt dans tous les secteurs de l'économie, l'avis souligne par ailleurs que la Commission européenne se devrait d'instituer un forum annuel de l'emballage et des déchets d'emballages, réunissant les parties prenantes et des représentants des institutions européennes, afin de suivre l'application de la directive et de détecter les bonnes pratiques dans le domaine des réglementations sur l'emballage durable. (ks/rl)



Rétablir des cycles du carbone durables: le CESE souscrit au point de vue de la Commission européenne

Dans un [avis](#) adopté lors de sa session plénière de mai, le Comité économique et social européen (CESE) soutient la communication de la Commission européenne sur des cycles du carbone durables et estime que la politique agricole commune (PAC) doit fournir le cadre stratégique ouvrant la voie à une transition vers une agriculture à faible intensité de carbone.

Face à l'urgence de l'action pour le climat, l'Union européenne a inscrit dans sa législation l'objectif de neutralité climatique à l'échelle de l'économie à l'horizon 2050. Pour atteindre cet objectif ambitieux, il y a lieu de mettre en place des cycles du carbone durables et résilients face au changement climatique au moyen d'actions clés, consistant par exemple à recycler le carbone provenant de flux de déchets, de sources durables de biomasse ou directement de l'atmosphère, ou encore à renforcer les solutions d'élimination du carbone qui captent le dioxyde de carbone (CO₂) de l'atmosphère et le stockent à long terme.

«La concrétisation de l'objectif de neutralité carbone passe obligatoirement par une réduction des émissions de gaz à effet de serre, la recherche de produits de substitution écologiques au carbone fossile et l'augmentation des puits de carbone», a déclaré **Arnold Puech d'Alissac**, le rapporteur de l'avis. Il a également exprimé le soutien du CESE à la communication de la Commission européenne sur les cycles du carbone, qui propose deux solutions pour éliminer et séquestrer le carbone: les solutions fondées sur la nature (appelées «séquestration agricole du carbone») et les solutions technologiques industrielles.

Le CESE encourage donc la Commission à aborder la question de manière globale: accroître les puits de carbone et remplacer au maximum le carbone fossile passera nécessairement par un accroissement de la biomasse produite, avec un impact pour le secteur des terres. Ce dernier peut prendre une part active à la lutte contre le réchauffement climatique tout en contribuant à la transition plus large vers un système alimentaire durable.

La séquestration agricole du carbone devrait être considérée non seulement comme une opportunité commerciale mais aussi comme un élément fondamental pour l'avenir de l'agriculture européenne et comme un instrument d'action contre le changement climatique: les crédits carbone doivent rémunérer un service rendu, à savoir la séquestration du carbone atmosphérique, mais doivent également accompagner la transition bas carbone du secteur agricole.

Le Comité insiste par ailleurs sur le rôle crucial que doit jouer la PAC en posant le cadre politique pavant la voie de la transition bas carbone agricole: une agriculture qui émet moins et qui séquestre plus. Toutefois, il souligne également que le stockage du carbone ne doit pas être une conditionnalité de la PAC et qu'un marché spécifique doit être créé et soutenu. Il considère que pour développer la séquestration agricole du carbone, il sera nécessaire d'élaborer un cadre juridique clair qui soit partagé par les États membres, en tenant compte du fait que ceux-ci ne sont pas égaux dans leurs capacités d'investissement et d'accompagnement. (ks)



Pour le CESE, un approvisionnement énergétique sûr et abordable est une priorité

L'indépendance énergétique est essentielle à l'avenir de l'Europe: l'Union européenne doit garantir sans délai son approvisionnement énergétique en se libérant de la dépendance à l'égard du gaz en provenance de Russie et en accélérant radicalement la transition vers une énergie propre. Telles sont les principales conclusions de l'avis du CESE sur le thème «REPowerEU: Action européenne conjointe pour une énergie plus abordable, plus sûre et plus durable», élaboré par Thomas Kattnig, Alena Mastantuono et Simo Tiainen et adopté lors de la session plénière de mai.

Dans son avis, le Comité soutient la communication de la Commission européenne relative au programme «REPowerEU», approuvée par le collège le même jour que l'adoption de l'avis, et déclare qu'elle s'inscrit dans la lignée des objectifs du pacte vert et de l'union européenne de l'énergie. La proposition de la Commission définit en outre de nouvelles actions visant à accélérer la production d'énergie verte, à diversifier l'approvisionnement et à réduire la demande de gaz russe, qui a conduit à des hausses considérables des prix sur le marché de l'électricité, en raison de manipulations de marché.

Le Comité met également en garde quant au fait que l'Union doit être particulièrement prudente s'agissant du remplacement du gaz russe par d'autres ressources, et prendre en considération leur impact environnemental et le risque de créer une nouvelle dépendance à l'égard de pays tiers qui ne partagent pas les valeurs européennes.

La situation géopolitique actuelle causée par l'invasion russe de l'Ukraine a encore aggravé la flambée sans précédent des prix de l'énergie à laquelle l'UE a été confrontée ces derniers mois. Il est donc capital de prendre des mesures immédiates pour atténuer les effets de cette hausse des prix sur les ménages, les agriculteurs, les entreprises et l'industrie d'Europe. (mp)



Le CESE demande que des mesures plus concrètes soient prises pour soutenir et protéger les journalistes biélorusses indépendants

Depuis août 2020, le régime autoritaire d'Aliaksandr Loukachenka mène en Biélorussie une attaque massive contre la société civile, des journalistes indépendants, des blogueurs et des écrivains. Le CESE a publié un rapport d'information sur la situation médiatique dans le pays, dans lequel il formule des recommandations sur la manière d'aider les entreprises de médias et les journalistes biélorusses qui ont fui ainsi que ceux qui sont restés et

sont livrés à eux-mêmes dans leur combat contre le régime.

La rapporteure, **M^{me} Tatjana Babrauskienė, membre du CESE**, qui a présenté ce [rapport d'information sur le thème: «Soutenir le secteur des médias indépendants en Biélorussie»](#) lors de sa session plénière de mai dernier, a souligné la contribution de choix que l'experte désignée, la journaliste indépendante biélorusse **Hanna Liubakova**, a apporté à la rédaction générale de ce texte, et a expliqué qu'«*il importe de reconnaître le travail extraordinaire accompli par les journalistes biélorusses, qui, bien souvent ont pris des risques pour leur vie et leur famille afin de nous faire connaître la vérité. Nous avons le devoir de les protéger et de les soutenir*».

Étant donné que la situation des médias en Biélorussie concerne l'Europe, le CESE propose aux États membres non seulement d'établir une coopération avec des agences de presse biélorusses indépendantes, mais aussi de contribuer à la diffusion d'informations en provenance du pays.

Le rapport d'information formule des recommandations spécifiques et donne à la communauté internationale un exemple de soutien à la liberté des médias en période de crise, préconisant:

- d'octroyer des exemptions de visa aux journalistes biélorusses qui cherchent à fuir la répression;
- de créer un fonds européen, ainsi que des fonds nationaux dans les États membres; afin de soutenir la liberté des médias et des journalistes biélorusses;
- d'offrir un soutien juridique, financier et psychologique aux journalistes victimes de la répression;
- d'intégrer les journalistes indépendants biélorusses dans les États membres en leur offrant un emploi ou des bourses;
- d'éliminer les lourdeurs bureaucratiques pour l'obtention d'une aide financière de l'Union européenne;
- de prévoir des dispositifs informatiques d'accès à l'internet et des outils numériques pour contourner la censure.



Les jeunes des Balkans occidentaux ont besoin de politiques concrètes pour leur avenir

Les participants à l'audition intitulée «La politique de la jeunesse dans les Balkans occidentaux, dans le cadre du programme d'innovation pour les Balkans occidentaux», organisée par le CESE, ont réaffirmé l'importance des jeunes pour l'avenir de la région. Ils ont également attiré l'attention sur le problème de la «fuite des cerveaux» et sur la manière dont la transformation de ce phénomène en une «circulation des cerveaux» pourrait stimuler la croissance et le développement économiques des Balkans occidentaux.

«Les jeunes constituent une ressource vitale pour le développement et un facteur essentiel de paix et de stabilité», a déclaré **Draga Martinović Džamonja**, membre du CESE.

Dans le même esprit, **Andrej Zorko**, également membre du CESE, a renchéri: *«Plutôt que faire l'objet d'un projet, les jeunes doivent faire véritablement partie intégrante de l'élaboration des politiques.»*

Dafina Peci, directrice de Tirana Capitale européenne de la jeunesse 2022, a rappelé l'importance des organisations de jeunesse et des organisations de la société civile, et elle a mis en avant les travaux de la plateforme de la jeunesse des Balkans occidentaux, qui est active depuis des années dans les six pays de la région.

Transformer la fuite des cerveaux en afflux de cerveaux

Une éducation inadéquate, le manque de compétences, de mauvaises conditions d'emploi et des possibilités limitées ne peuvent garantir aux jeunes un avenir prospère.

Selon **Albert Hani**, secrétaire général de l'Office régional de coopération pour la jeunesse, quelque 52 % des jeunes souhaiteraient vivre en dehors de la région. *«Si les gouvernements veulent persuader les jeunes de rester chez eux, ils doivent faire la preuve de leur engagement à l'égard de leurs besoins et de leurs priorités»*, a-t-il déclaré.

Milica Škiljević, directrice de projet à l'école ouverte de Belgrade, a mis en évidence le manque d'information sur les perspectives de carrière et d'emploi.

Ognjen Marković, chef d'équipe du projet du laboratoire de la jeunesse des Balkans occidentaux au sein du Conseil de coopération régionale, a expliqué la valeur ajoutée de la participation des jeunes: selon lui, les jeunes peuvent offrir des connaissances et une expertise à condition qu'ils soient placés sur un pied d'égalité avec les responsables politiques.

La garantie pour la jeunesse de l'initiative des Balkans occidentaux, de même que les réseaux de jeunesse et les parties prenantes nationales pourraient marquer le début d'un processus de réforme propre à renforcer l'employabilité de la jeune génération dans la région. (at)



Courir pour l'Ukraine

Le 29 mai dernier, **Giulia Barbucci**, vice-présidente du CESE, a participé, au nom du Comité, à la 42^e édition des 20 km de Bruxelles. Des représentants d'autres institutions européennes ont également pris part à la course, dont **Roberta Metsola**, présidente du Parlement européen.

Selon **M^{me} Barbucci**, cet événement revêt une grande importance, surtout dans le contexte actuel. *«Le succès des 20 km de Bruxelles, course à laquelle ont participé 33 000 citoyens européens et des représentants des institutions européennes, a envoyé un message fort en faveur de la paix et de la solidarité avec l'Ukraine»*, a-t-elle déclaré.

Cette année, plus de 33 000 personnes de 137 nationalités différentes, ainsi que 800 membres du personnel de l'équipe «Running for Europe», ont pris le départ de la course. Comme en 2021, le Belge **Amaury Paquet** a remporté l'épreuve en parcourant les 20 km en une heure et une seconde.

L'édition de cette année était placée sous le signe de la solidarité de l'Union européenne avec l'Ukraine. Les fonds mobilisés pour cet événement seront reversés à l'Organisation nationale des scouts d'Ukraine afin de fournir de la nourriture, des médicaments, des sacs de couchage et d'autres produits indispensables aux personnes et aux groupes touchés par le conflit, ainsi que de coordonner le soutien psychologique qui leur est apporté. (ehp)

NOUVELLES DES GROUPES



L'action européenne sur les semi-conducteurs — une initiative importante qui soulève quelques interrogations

Par Heiko Willems, membre du groupe des employeurs du CESE

Les semi-conducteurs sont une composante essentielle de nombreux secteurs économiques et domaines de la vie, tant pour l'industrie que pour les consommateurs. En outre, les objectifs des transitions écologique et numérique ne peuvent être atteints sans semi-conducteurs. L'action européenne sur les semi-conducteurs, présentée par la Commission européenne le 8 février 2022, devrait garantir la sécurité d'approvisionnement, la résilience et la primauté technologique de l'UE dans les technologies et applications de semi-conducteurs.

Pour renforcer l'écosystème européen des semi-conducteurs, des investissements privés et un soutien important du secteur public sont indispensables. Par conséquent, la Commission prévoit d'y investir 43 milliards d'euros dans les années à venir. Cependant, une partie importante de ce budget ne sera que réaffectée à partir d'autres programmes et ce montant ne représente qu'un tiers environ de celui que la Chine entend mobiliser d'ici 2025. Dans le même temps l'octroi d'aides d'État importantes pourrait conduire à des investissements qui ne seraient pas commercialement viables et qui pourraient avoir une incidence négative sur le marché.

L'UE doit également se concentrer sur les besoins de l'industrie européenne. La maîtrise des éléments de petite taille (< 10 nm) n'est pas le seul facteur déterminant de la réussite de l'écosystème des semi-conducteurs. Il y a également lieu de prendre en compte les points forts de l'industrie européenne des semi-conducteurs.

La chaîne de valeur des semi-conducteurs est l'une des plus mondialisées. Dès lors, la mise en place d'une chaîne de valeur fermée dans toutes les régions du monde n'aurait aucun sens sur le plan économique. Au contraire, une analyse détaillée des forces et des faiblesses de l'écosystème européen des semi-

conducteurs devrait servir de point de départ à un débat sur la manière dont des investissements ciblés pourraient accroître la résilience de l'Europe. Dans le même temps, l'UE devrait renforcer ses partenariats internationaux.

Cette situation doit également être prise en compte dans la réflexion concernant les mesures d'urgence envisagées, qui sont très ambitieuses. La hiérarchisation des commandes pour les secteurs critiques, les mécanismes d'achat communs et les contrôles à l'exportation sont des interventions importantes sur le marché qui doivent être réservées à des situations exceptionnelles.

Lors de sa session plénière du mois de juin, le CESE débattrait de l'avis consacré à «[l'action européenne sur les semi-conducteurs](#)»(INT/984).



[Veiller à ce que les demandes des citoyens fassent l'objet d'un suivi après la conférence sur l'avenir de l'Europe](#)

Par le groupe des travailleurs du CESE

Après une année de travaux intenses, la conférence sur l'avenir de l'Europe a finalement publié ses recommandations, présentant une série de [propositions ambitieuses](#) pour une Europe plus juste et plus forte avancées par des citoyens de l'ensemble de l'UE qui ont collaboré avec les partenaires sociaux et d'autres acteurs. Les citoyens ont clairement indiqué que l'Union européenne doit faire davantage dans les domaines qui revêtent une importance pour eux, notamment les inégalités, la pauvreté, la lutte contre le changement climatique et la protection de la démocratie. C'est ce qui ressort, par exemple, de l'inclusion d'un protocole sur le progrès social visant à garantir que le droit social et le droit du travail soient sur un pied d'égalité avec les quatre libertés fondamentales du marché unique. Les citoyens ont également réclamé une Europe plus audacieuse, agissant d'une seule voix sur la scène internationale, capable de réagir à son environnement, plus proche de ses citoyens et plus transparente dans son fonctionnement.

Cependant, il importe d'éviter que ces travaux se terminent sur une simple déclaration de bonnes intentions voire restent lettre morte. Il est fondamental d'assurer un véritable suivi. À cette fin, il y a lieu d'organiser une convention et d'étudier la possibilité de créer des structures permanentes pour la participation citoyenne, une démarche pour laquelle le Comité économique et social européen serait particulièrement qualifié. En tant que maison de la société civile organisée et de la démocratie délibérative dans l'UE, le CESE doit veiller à ce que les propositions ambitieuses des citoyens se traduisent en politiques concrètes. Les citoyens ont été consultés et ils ont répondu. Le groupe des travailleurs a organisé une [conférence de haut niveau](#) réunissant des membres des différentes composantes de la conférence afin de discuter des

recommandations et du suivi dont elles pourraient faire l'objet précisément à cette effet, de manière à assurer la continuité du processus. C'est maintenant aux institutions de prendre les mesures qui s'imposent. (prp)



Le groupe «Diversité Europe» du CESE change de nom pour devenir le groupe des organisations de la société civile

Par le groupe des organisations de la société civile du CESE

Le 18 mai 2022, le groupe «Diversité Europe» (groupe III) du Comité économique et social européen (CESE) a décidé à l'unanimité de changer son nom en «groupe des organisations de la société civile». Ce changement de nom entre en vigueur avec effet immédiat.

Séamus Boland, président du groupe des organisations de la société civile, a déclaré à ce propos: «La crise économique et financière, la pandémie de COVID-19 et aujourd'hui la guerre en Ukraine ont démontré que les organisations de la société civile contribuent activement à accroître la résilience et la durabilité de nos collectivités. Elles apportent des solutions aux problèmes, défendent nos valeurs européennes et jouent un rôle essentiel dans la mise en œuvre de politiques efficaces. Les organisations de la société civile sont des acteurs clés d'un avenir durable et doivent être reconnues comme telles.»

Dans ce contexte, le groupe a décidé de changer de nom afin d'apporter aux parties prenantes davantage de clarté quant à sa composition et à sa mission.

Ce changement de nom intervient à un moment particulièrement opportun, compte tenu de la publication du [rapport](#) final sur les résultats de la conférence sur l'avenir de l'Europe. Le rapport propose de renforcer les structures existantes afin que le processus décisionnel reflète mieux les besoins et les attentes des citoyens de l'UE et, à cet égard, de donner au CESE les moyens de jouer un rôle institutionnel plus important, celui de garant et de facilitateur des activités de démocratie participative, comme le dialogue structuré avec les organisations de la société civile et les panels de citoyens.

Pendant le mandat 2020-2023, le groupe des organisations de la société civile concentre ses travaux sur le thème «La pauvreté et le rôle des organisations de la société civile dans la lutte contre celle-ci».

Pour en savoir plus sur le groupe, veuillez consulter [le site web du CESE](#).

SOON IN THE EESC/CULTURAL EVENTS



Biodiversité: les artistes passent à l'action

Une nouvelle génération d'artistes place la biodiversité et la nature au cœur de sa pratique artistique. L'exposition en ligne **«Biodiversité: les artistes s'engagent»** met en évidence le lien entre l'homme et la nature d'une manière véritablement unique.

Organisée dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'UE, elle se tiendra du 20 mai au 20 juin 2022.

À l'occasion de ce projet artistique en ligne, cinq jeunes artistes emblématiques ont été sélectionnés par les représentants de la délégation française du Comité économique et social européen, en reconnaissance de leur travail en vue de porter cette thématique sur le devant de la scène et dans le discours public.

Les artistes ont été choisis parmi les 21 lauréats du prix *Planète Art Solidaire*, créé en 2021 par l'organisation à but non lucratif [Art of Change 21](#). L'exposition, organisée sous forme entièrement virtuelle, réunit une œuvre de chaque artiste commentée par celui-ci, ainsi qu'une courte vidéo dans laquelle chacun des artistes s'exprime au sujet de son travail. (ck)

Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)
Daniela Marangoni (dm)

Contributeurs à la présente édition

Amalia Tsoumani (at)
Chrysanthi Kokkini (ck)
Daniela Marangoni (dm)
Daniela Vincenti (dv)
Ewa Haczyk-Plumley (ehp)
Giorgia Battiato (gb)
Jasmin Kloetzing (jk)
Katerina Serifi (ks)
Katharina Radler (kr)
Laura Lui (ll)
Marco Pezzani (mp)
Margarida Reis (mr)
Pablo Ribera Paya (prp)
Thomas Kersten (tk)

Coordination

Agata Berdys (ab)
Giorgia Battiato (gb)

Technical support
Bernhard Knoblach (bk)
Joris Vanderlinden (jv)

Adresse

Comité économique et social européen
Jacques Delors Building,
99 Rue Belliard,
B-1040 Brussels, Belgium
Tél. +32 25469476
Adresse électronique: eescinfo@eesc.europa.eu

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité. Il est disponible en 23 langues.
CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.
La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source (CESE info) et d'envoyer un lien au rédacteur en chef.

07/2022